

LE CAIRE, CAPHARNAÛM
La confrérie des Frères musulmans,
l'autre caserne d'Égypte

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Depuis 1928, date de leur entrée officielle sur la scène politique, encouragés, financés et drivés par les Anglais, les Frères musulmans guettent le moment propice pour prendre le pouvoir, un peu, puis un peu plus, puis tout le pouvoir. Disciples de la tradition complotiste, sunnite, musulmane, très bien rodés depuis Mouâwiya et les Ommeyyades ayant fourbi leurs armes à l'école anglo-saxonne, aussi redoutable que félonne, les «frérots» savent y faire en politique, c'est sûr, il ne faut pas en douter. Le Conseil suprême des Forces armées vient tout juste d'être humilié devant le monde entier pour avoir supposé que Mohamed Morsi, président élu, se contenterait du rôle de potiche, de faire-valoir. Les militaires égyptiens, certes, affaiblis par la corruption, le déshonorant traité dit de paix avec Israël, honnis par la plèbe pour leur compromission avec la dynastie Mubarak, vont, sans doute, regretter amèrement leurs errements dans l'analyse qu'ils ont réalisée sur Morsi. Est-ce une faute de renseignement ? Les errements du maréchal Tantaoui, décideur en dernier ressort ? De fortes pressions américaines ? Nul ne peut répondre avec exactitude à cela, ce qui est sûr, pourtant, c'est que le nouveau raïs d'Égypte ne manque pas de témérité et a enclenché un vrai processus de décantation dans le pays. Vouloir rétablir le Parlement dissous par le Conseil des Forces armées est un acte majeur, aux conséquences graves, au sens politique et historique du terme. Mohamed Morsi, c'est dom-

mage pour l'Égypte et pour l'ensemble du monde dit arabo-musulman, est, certes, un civil, mais le projet qu'il porte et qui le porte n'est pas civil. C'est une vision sociétale réactionnaire, féodale, anti-progressiste, qui relègue la femme, rétrograde les coptes, d'un mot, la confrérie des Frères musulmans apporte de très dangereuses réponses à de vraies questions, des drames réels. «El-Asker» ne sont pas aussi, il est vrai, une alternative. Depuis Nasser, voire du vivant de l'officier libre, les hauts gradés d'Égypte ont confondu intérêts personnels avec intérêts de la nation, ont pris l'Égypte comme bien privé, Masr ou Misr étant devenue, pour eux, une vraie poule aux œufs d'or. Israël et les humiliations qu'elle a fait subir à la caserne d'Égypte feront le reste.

Aujourd'hui, Tantaoui et les siens sont à la tête d'un vaste empire économique (30% des richesses du pays) et contrôlent à peu près tout. En lâchant Mubarak pour empêcher une succession dynastique, l'armée égyptienne n'a pas prévu que la brèche ouverte par Square Tahrir et le renseignement égyptien était une digue qui pouvait emporter au-delà de Mubarak et de quelques autres. Les Etats-Unis qui soutiennent Morsi — le raïs d'Égypte est invité dès l'automne prochain en Amérique — n'accepteront pas un coup de force des militaires. D'ailleurs, ces derniers le pourront-ils ? Pas sûr, en face les Frères musulmans ne sont pas aussi désarmés et aussi civils que l'on croit. La confrérie est l'autre caserne d'Égypte. Le bras de fer commence et Tahrir n'est plus l'arbitre...

A. M.

CRISE POLITIQUE EN ÉGYPTÉ
Bras de fer parlementaire

L'Assemblée du peuple s'est réunie, hier, afin d'examiner l'arrêt de la Haute Cour constitutionnelle portant dissolution de la Chambre basse du Parlement égyptien.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les membres de l'Assemblée du peuple ont réanimé, hier, l'institution dissoute le 14 juin par la Haute Cour constitutionnelle. Les parlementaires se sont réunis durant l'après-midi, suite à la convocation de Saad Al-Katatni, le président de cette institution.

«Le Parlement connaît très bien ses droits et ses devoirs, n'intervient pas dans les affaires du pouvoir judiciaire et ne commente pas les jugements de la justice.

Ce dont nous discutons aujourd'hui c'est du mécanisme d'application du jugement de la Haute Cour constitutionnelle.

Je veux souligner que nous ne sommes pas en contradiction avec le jugement», a indiqué le président du Parlement Saad Al-Katatni pour justifier la convocation des membres de l'Assemblée du peuple.

La remise sur pied de la Chambre basse du Parlement est au cœur d'un conflit ouvert entre quatre pouvoirs : parlementaire et exécutif avec les élus et le président Morsi d'un côté et, de l'autre, les pouvoirs juridique et «militaire» représentés par les magistrats de la Haute Cour constitutionnel et les généraux du Conseil suprême des Forces armées. Tout a



Photo : DR.

Saad Al-Katatni.

débuté le 15 juin lorsque les militaires, alors dépositaires du pouvoir exécutif, ont saisi la Haute Cour pour exiger la dissolution de l'Assemblée du peuple. La décision de justice décide d'invalidier un tiers des sièges de la Chambre basse du Parlement, bloquant ainsi son fonctionnement.

Mais quelques jours seulement après son élection, le président Mohamed Morsi décide de revenir sur cet arrêt et réhabilite l'Assemblée du peuple, présentée comme garante de la révolution égyptienne et au sein de laquelle siège une majorité d'élus du parti des Frères musulmans.

Un acte dénoncé par les militaires et par les membres de la Haute Cour constitutionnelle. Lundi, cette dernière a réagi pour

remettre en cause la décision du président égyptien. «Les jugements et l'ensemble des décisions de la Haute Cour constitutionnelle sont définitifs (...) et sont contraignants pour toutes les institutions de l'Etat», a-t-elle déclaré dans un communiqué officiel.

De son côté, le Conseil suprême des Forces armées a appelé au respect de «la loi et de la Constitution», tout en se disant «confiant que toutes les institutions de l'Etat respecteront ce qui a été dit dans les déclarations constitutionnelles».

Pour l'heure, le conflit se pose dans un cadre constitutionnel et juridique. Qu'en sera-t-il dans les prochains jours ?

T. H.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE MEDEA
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°15/2012
N.I.F N°0998.2601.9002621

La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Médéa lance un avis d'appel d'offres national restreint pour la réalisation des travaux d'aménagement du nouveau pôle urbain au niveau de la commune de Souaghi.

Lot : alimentation en eau potable.
A cet effet, les entreprises qualifiées et classées à la catégorie (03) et plus l'activité principale hydraulique - peuvent retirer les cahiers des charges auprès de : La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Médéa cité Khatiri Bensouna - Médéa - Tél.: 025.59.12.85.

Première enveloppe / L'OFFRE TECHNIQUE

- 01- Cahier des charges de l'offre technique signée et cachetée
- 02- Déclaration à souscrire signée et cachetée
- 03- Déclaration de probité signée et cachetée
- 04- Statut de l'entreprise authentifié par un notaire
- 05-Références professionnelles
- 06- Liste des moyens matériels destinés pour la réalisation du projet, justifiée par cartes grises au nom du soumissionnaire et cartes d'assurance
- 07- Extrait de rôle apuré non endetté ou échéancier
- 08- Carte d'immatriculation fiscale
- 09- Pièces fiscales et parafiscales indiquées ci-dessous doivent être apurées et valables
* mise à jour CNAS * mise à jour CASNOS * mise à jour CACOBATPH
- 10- Les instructions aux soumissionnaires
- 11- Extrait du casier judiciaire n°03 original - valable pour le gérant de l'entreprise ou du PDG quand il s'agit d'une société.
- 12- Extrait de registre du commerce visé par les services du CNRC (2011)
- 13- L'attestation de dépôt des comptes sociaux 2010
- 14- Certificat de qualification et de classification professionnelles catégorie 03 et plus l'activité principale hydraulique
- 15- Le bilan financier portant le chiffre d'affaires des trois dernières années 2009, 2010, 2011 visé par les services des impôts et le commissaire aux comptes.
- 16- Etat de mouvement des salariés visé par la CNAS
- 17- Planning avec les étapes et le délai global de réalisation signé et cacheté.

* Deuxième enveloppe / L'OFFRE FINANCIÈRE

- Lettre de soumission dûment signée
 - Bordereau des prix unitaires dûment signé
 - Devis quantitatif et estimatif dûment signé.
- Les offres doivent être déposées à la Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Médéa cité Khatiri Bensouna et devant comprendre séparément l'enveloppe de l'offre technique, l'enveloppe de l'offre financière sous enveloppe extérieure anonyme portant la mention suivante :

- SOUMISSION A NE PAS OUVRIR -

Avis d'appel d'offres national restreint pour la réalisation des travaux d'aménagement du nouveau pôle urbain au niveau de la commune de Souaghi lot : alimentation en eau potable.
Le dépôt des offres doit obligatoirement se faire le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h30.
La durée de la préparation des offres est fixée à dix (21) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.
Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois mois + vingt et un jours.

Anep n° 928 337 - Le Soir d'Algérie du 11/07/2012

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE - MEDEA -
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
RESTREINT N° 17/2012
N.I.F : 0998.2601.9002621

La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la Wilaya de Médéa lance un avis d'appel d'offres national restreint pour la réalisation des travaux d'aménagement primaire et secondaire du plan d'occupation du sol au niveau de la commune de Aïn Boucif.

Lot : revêtement des voies.
A cet effet, les entreprises qualifiées et classées à la catégorie (03) et plus l'activité principale Travaux publics - peuvent retirer les cahiers des charges auprès de : La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Médéa cité KHATIRI Bensouna - MEDEA - Tél.: 025.59.12.85.

* Première Enveloppe / L'OFFRE TECHNIQUE

- 01- Déclaration à souscrire signée et cachetée.
- 02- Déclaration de probité signée et cachetée
- 03- Statut de l'entreprise authentifié par un notaire.
- 04- Références professionnelles.
- 05- Liste des moyens matériels destinés pour la réalisation du projet, justifiée par cartes grises au nom du soumissionnaire et cartes d'assurance valables.
- 06- Extrait de rôle apuré non endetté ou échéancier.
- 07- Carte d'immatriculation fiscale.
- 08- Pièces fiscales et parafiscales indiquées ci-dessous doivent être apurées et valables
* mise à jour CNAS * mise à jour CASNOS * mise à jour CACOBATPH
- 09- Les instructions aux soumissionnaires.
- 10- Extrait du casier judiciaire n° 03 - valable - pour le gérant de l'entreprise ou du PDG quand il s'agit d'une société.
- 11- Extrait de registre du commerce visé par les services du CNRC 2011.
- 12- Certificat de qualification et de classification professionnelles catégorie 03 et plus l'activité principale Travaux publics.
- 13- Le bilan financier portant le chiffre d'affaires des trois dernières années 2009, 2010, 2011 visé par les services des impôts et le commissaire aux comptes.
- 14- L'attestation de dépôt des comptes sociaux 2011.
- 15- Etat de mouvement des salariés visé par la CNAS.
- 16- PLanning avec les étapes et le délai global de réalisation signé et cacheté.

* Deuxième Enveloppe / L'OFFRE FINANCIÈRE

- Lettre de soumission dûment signée.
 - Bordereau des prix unitaires dûment signé.
 - Devis quantitatif et estimatif dûment signé.
- Les offres doivent être déposées à la Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la Wilaya de Médéa cité KHATIRI Bensouna et devant comprendre séparément l'enveloppe de l'offre technique, l'enveloppe de l'offre financière sous enveloppe extérieure anonyme portant la mention suivante :

SOUMISSION A NE PAS OUVRIR

Avis d'appel d'offres national restreint pour la réalisation des travaux d'aménagement primaires et secondaires du plan d'occupation des soles au niveau de la commune de Aïn Boucif.
Lot : revêtement des voies.
Le dépôt des offres doit obligatoirement se faire le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10:30 h. La durée de la préparation des offres est fixée à dix (21) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.
Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 11:00h.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois mois + vingt et un jours.

Anep n° 928 332 - Le Soir d'Algérie du 11/07/2012